DJELIDA (AÏN DEFLA)

Des logements mal construits

La commune de Djelida, chef-lieu de daïra au sud-est de Aïn Defla, a bénéficié d'un programme de logements de 450 unités implantées au niveau du VSA (ex-Village socialiste agricole). Il s'agit d'un lot de 200 unités, de 2 lots de 50 unités chacun et d'un 4e lot de 150 unités. Si la réalisation des 3 premiers a été lancée en 2013, le 4e n'a été lancé qu'en juin 2016.

Photo : DR

S'agissant des 3 premiers lots totalisant 300 logements, l'avancée des travaux, après 3 années soit 2 fois les délais contractuels, est pour le lot des 200 logements de 57%, le lot de 50 logements de 55%, et le lot de 50 logements de 50%. Tandis que pour le lot de 150 logements dont les travaux n'ont démarré qu'en juin 2016, ils ne sont que de l'ordre de 4%.

Lors de la visite qu'il a effectuée jeudi dernier sur le site, le chef de l'exécutif de la wilaya n'a pas caché ni son désappointement ni même sa colère.

Pour ce qui est du retard du démarrage des travaux du lot de 150 logements, les responsables des secteurs concernés ont invoqué la contrainte de la présence d'une ligne de moyenne tension. «Trois longues années pour lever une contrainte pareille, c'est scandaleux, c'est inadmissible !», s'est-il écrié.

Pour expliquer son retard de 18 mois, l'entrepreneur titulaire du marché n'a pu donner aucune justification «comment se fait-il qu'on ne lui ait pas notifié les mises en demeure règlementaires ?» s'est interrogé le premier responsable de la wilaya, sans qu'il ne reçoive aucune réponse convaincante. S'adressant alors à l'entrepreneur, il lui a intimé «si d'ici le mois de mars vous ne livrez pas les 2 lots de 50 logements, je reviendrai ici et ce sera ici que je résilierai le marché à vos torts exclusifs, vous ne pourrez même pas bénéficier des contraintes pour intempéries» et d'ajouter «si vous n'êtes pas capables d'honorer vos engagements, si vous n'avez pas les moyens humains et matériels, pourquoi vous soumissionnez alors ?» Dans un climat de confrontation entre les différents responsables, le wali s'est rendu compte que le représentant du bureau d'études engagé ne fait que des apparitions intermittentes sur le site pour assurer le suivi, qu'aucun plan de travail ni d'attachement minute quotidien n'est établi. Nous sommes en face d'un état de défaillance caractérisé.

Le pire est que même la société chinoise engagée sur un des lots accuse un retard important. S'adressant au responsable, le wali a fait remarquer : «Qu'est donc devenue la réputation du travail bien fait, du respect des délais contractuels des sociétés chinoises ?»

Pour toute réponse, le responsable chinois s'est contenté de sourire mais a promis que le lot dont il à la charge sera livré la fin du mois de décembre prochain. «Si votre promesse n'est pas tenue, nous résilierons le marché à vos torts et vous retournerez en Chine», a-t-il menacé le chef d'entreprise.

Ces situations qui ont tendance à proliférer signifient le manque crucial de constructions qualifiées et performantes et qu'il arrive malheureusement souvent que n'importe qui s'invente entrepreneur, le résultat est là et cet état de fait n'est pas sans coûter à l'Etat des dépenses considérables qui pourraient être engagées à d'autres fins.

Karim O.

LOGEMENT SOCIAL À GUELMA

Clap de fin pour les 3 458 unités préaffectées

Le directeur de l'OPGI de Guelma,Tahar Ziani, a défini les chantiers prioritaires pour les jours à venir : distribuer le quota restant des logements sociaux au profit des détenteurs de décisions de préaffectation, créer trois grands pôles pour la construction de logements, toutes formules confondues et accélérer les travaux de VRD pour les logements finis.

Lors d'une conférence de presse, entouré des directeurs du logement et de l'AADL, M. Ziani a indiqué que les autorités locales veulent «agir pour que la nouvelle stratégie adoptée en matière de logement bénéficie à tous nos concitoyens qui sont dans le besoin» avec deux priorités, l'une «le logement social»et l'autre «l'environnement».

En finir avec les préaffectations

«défi et promesse de madame le wali dès sa prise de fonction en septembre 2015», elles ont été estimées à 3 458 décisions, dont le dernier quota (874 unités) sera livré la première semaine d'octobre. La première responsable de l'exécutif a tablé sur la distribution effective des logements préaffectés dans les meilleurs délais, «afin de loger, mais dans les meilleures conditions, la totalité des pré-bénéficiaires», déclare-t-elle.

Pour convaincre ces derniers, «dont les logements attribués nécessitent des travaux de VRD», une campagne de communication a été lancée. «C'est notamment à travers une action concrète, pour loger des familles et améliorer leur cadre de vie que nous pourrons dire qu'on a réussi notre mission, c'est la raison pour laquelle j'insiste toujours sur l'habitabilité des logements livrés et sur les conditions environnementales», a déclaré madame Fatma-Zohra Raïs, wali de Guelma, devant les élus locaux lors des deux dernières sessions de l'APW.

En effet, le premier responsable de l'OPGI de Guelma a réaffirmé, jeudi, lors de ce point de presse que «le dossier concernant les logements préaffectés sera bouclé avec la remise des clés des 847 logements, prévue la première semaine du mois d'octobre prochain».

Cette opération concerne les communes de Guelma (430 unités), Tamlouka (270), Aïn Makhlouf (60 unités), Bordj Sabath (74 unités à Ras Lâayoun) et Sellaoua Anouna (40 unités).

Au total, 3 458 logements sociaux ont été effectivement livrés depuis janvier dernier, dont plus de 90% pour les pré-bénéficiaires, une réponse à tous ceux qui ne croyaient pas à ce défi. A cela s'ajoute un quota de 3 882 logements «notifiés aux différentes commissions de daïra, pour l'étude des dossiers avant d'entamer la procédure de distribution, prévue avant le 31 décembre de l'année en cours», révèle le directeur de l'OPGI.

Autre chantier prioritaire lié au programme de logement : la relance du projet de création des trois grands pôles urbanisables à H'djar El Mangoub, à Bouchegouf et à Oued Zenati, pour la construction d'importants quotas de logements. Décidément, le dispositif mis en place, ces derniers mois, dans le secteur de l'habitat à Guelma, a fait tourner la machine.

Noureddine Guergour

ÉDUCATION À LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Le CEM Badri-Djaballah a abrité l'événement

Parce qu'ils sont piétons et passagers de voitures et de bus, les collégiens, ces jeunes, âgés de 10 à 16 ans ont besoin de connaître les règles de sécurité routière.

Pour les aider et les accompagner, la Sûreté de wilaya a organisé une demi-journée de prévention et de sensibilisation à la sécurité routière au niveau du CEM Badri-Djaballah, situé dans une cité centrale au chef-lieu de la wilaya. C'est auprès d'une cinquantaine d'élèves des quatre niveaux du palier de l'enseignement moyen que trois policiers intervenants, officiers au niveau du commissariat central, ont animé chacun à son tour à l'attention des écoliers des séances pédagogiques portant sur la prévention des accidents de la route et la sécurité routière dont les enfants sont majoritairement les premières victimes. Les trois ateliers retenus pour ce regroupement ont permis de sensibiliser les jeunes aux modes de déplacement, notamment la traversée piétonne et à la compréhension des signaux routiers et des panneaux de signalisation.

Ils ont abordé également les thématiques relevant du code de la route et surtout sa stricte application par les automobilistes et les piétons.

Au cours de son intervention, l'officier Mlle Benarfa qui, devant une assistance juvénile curieuse et attentive après lecture d'un texte circonstancié, a essayé de faire participer les élèves dans un dialogue question-réponse afin de les orienter et de leur faire comprendre l'éducation civique dans le but d'un savoir être (savoir marcher, se déplacer, lire etc.).

A noter que dans le cadre de la nouvelle politique éducative de notre pays, tous les établissements scolaires relevant du secteur de l'éducation seront saisis de la mise en application des recommandations et des textes concernant la sensibilisation obligatoire à la sécurité routière, cette dernière s'inscrira dans les programmes scolaires des différentes matières concernées, sous forme de séances de travaux pratiques et dirigés, elle sera définie comme une nouvelle approche pédagogique et intégrée dans le projet de l'établissement dans sa nouvelle version conçue dans la deuxième génération de la reforme du système scolaire, a indiqué un responsable de l'éducation présent sur les lieux. Puis à la clôture du rendez-vous, les deux autres officiers intervenants ont toutefois essayé de sensibiliser les collégiens sur la dangerosité de l'utilisation de l'internet (l'accoutumance et les visites des sites interdits) et surtout la consommation de la drogue douce et dure dans les milieux scolaires.

Un challenge inter-collèges concernant les trois thèmes de la rencontre, sera programmé et organisé prochainement, a-t-on précisé auprès des intervenants.

Maalem Hafid